

CE SIÈCLE

PÉRIODIQUE INDÉPENDANT

No 3

Mai - Juin
2023

Conflit entre la Russie et l'Ukraine

Une réalité complexe



Déjà trop de morts. DR

En février 2022 les forces armées de la Russie entraient en guerre contre l'Ukraine. Un déjà trop long conflit qui entraîne la mort de dizaines de soldats mais surtout de centaines de civils innocents. Dans

pareille situation les populations paient le prix fort à la folie de leurs dirigeants. Comment en est-on arrivé à pareille extrémité? C'est l'explosion d'un lent processus de pourrissement des

relations entre Kiev et Moscou. Pour comprendre les faits, nous publions un dossier très complet issu des instances européennes.

LA REDACTION

Un outil de compréhension mondiale

A la rencontre de l'espéranto

Langue internationale l'espéranto a de nombreux atouts à faire valoir pour remplacer l'usage indu de l'anglo-américain. Instrument de paix et de compréhension l'espéranto n'a rien d'une anecdote poussiéreuse. Dans le cadre de l'universalisme, seule réponse crédible à la destruction du monde et à l'anéantissement de notre futur, l'espéranto permet aux résistants de partout de communiquer. Un projet de changement international passe par un outil commun. *Ce Siècle* avec l'amical concours de François Randin secrétaire de la Société d'espéranto de Lausanne propose en dix leçons d'apprendre cette langue si facile.



**Caramba!
encore
raté**

par **JORJE POL**

Le troisième numéro de *Ce Siècle* marque les six mois de la création du journal gratuit et indépendant. Ce qui pour le moment en fait un bimestriel. De 16 pages il en compte maintenant 24. Avec toute latitude d'augmenter ou de diminuer la pagination comme la parution. La formule choisie empêche de contrôler la diffusion. Nous avons procédé à des évaluations. Si la centaine de personnes à qui nous avons envoyé les premiers numéros ont expédié leur exemplaire à deux contacts qui eux-mêmes ont joué le jeu alors... *Ce Siècle* est désormais disponible sur le site [HTTP://deg publishing.ch](http://deg publishing.ch) Pas de mouchards (cookies) pas de traçage, pas de comptage. La liberté totale dans le ton et le contenu. La presse des éditeurs diffuse des informations de sources identiques. Le contrôle du savoir. *Ce Siècle* qui se veut franc et curieux, bafoue ces règles iniques. Alors... Caramba! encore raté.

UNE PUBLICATION

DG DeGes
Publishing

Un dossier des institutions

L' historique du

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une vaste offensive militaire à l'encontre de l'Ukraine, en y envoyant son armée et bombardant plusieurs villes du pays, y compris sa capitale Kiev. Cette attaque brutale survient trois jours après la reconnaissance de l'indépendance des territoires séparatistes pro-russes du Donbass

toute l'Europe
Comprendre l'Europe



par Vladimir Poutine, un acte déjà suivi de l'envoi de soldats dans la région. L'invasion russe est unanimement condamnée par les Etats membres et les institutions de l'Union européenne, qui prennent de très lourdes sanctions contre Moscou.

Quelles sont les origines du conflit ?

Le conflit ukrainien trouve son origine en septembre 2013, quand le président Viktor Ianoukovitch décide de se retirer unilatéralement d'un accord d'association avec l'Union européenne. En réaction, des manifestations s'organisent spontanément sur la place de l'indépendance de Kiev (dite Maïdan) par des partisans d'un rapprochement avec l'UE. La répression policière est féroce, et les manifestants fédèrent de plus en plus de soutiens. L'escalade de la violence, début 2014, conduit à la mort de plusieurs manifestants, mais aussi de policiers.

En février 2014, les ministres des Affaires étrangères allemand,

français et polonais ainsi que des représentants russes tentent de trouver une sortie de crise avec le pouvoir ukrainien. Mais le 21 février 2014, Viktor Ianoukovitch fuit la capitale ukrainienne. Accusé de violations des droits de l'homme, il est destitué le lendemain par le Parlement ukrainien.

L'Assemblée prévoit des élections présidentielles pour le 25 mai 2014, et nomme un président par intérim. Toutefois, les régions de l'est de l'Ukraine, majoritairement russophones et opposées au mouvement de Maïdan, ne reconnaissent pas les nouvelles institutions. En réaction, le Parlement retire le statut de langue officielle aux langues régionales, dont le russe, ce qui met le feu aux poudres.

En mars 2014, une insurrection armée menée par des forces non identifiées prend le pouvoir dans la région autonome ukrainienne de Crimée, et réclame le rattachement à la Russie. Après l'organisation d'un

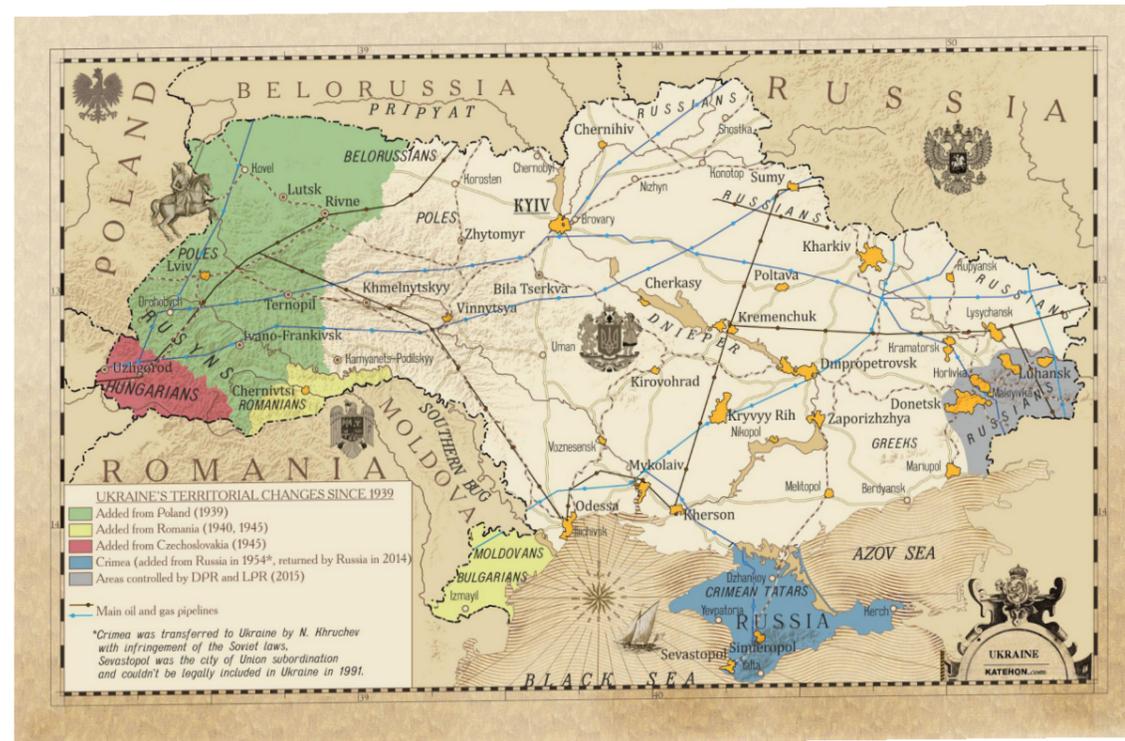
référendum local, la région signe un traité avec la Russie pour sceller son appartenance à la fédération. Le résultat du référendum n'est pas reconnu par l'Ukraine ni par l'Union européenne.

Les révoltes prennent de l'importance dans la région orientale de l'Ukraine, le Donbass, jusqu'à l'intervention de l'armée ukrainienne pour lutter contre une insurrection armée pro-russe. Les premiers combats éclatent alors que les provinces ("oblast") de Donetsk et de Louhansk (Lougansk en russe), qui forment le Donbass, s'autoproclament "républiques populaires" indépendantes, respectivement le 7 et le 27 avril 2014. Aucun Etat n'a reconnu ces déclarations d'indépendance, à l'exception de la Russie le 21 février 2022 par la voix de son président Vladimir Poutine, qui s'en était pourtant abstenu pendant près de huit ans.

Si les combats avaient baissé en intensité depuis leur apogée en 2014,

de l'Union européenne

conflit en Ukraine



Les changements territoriaux depuis la Seconde Guerre mondiale. Les zones colorées sont des conquêtes annexées par Moscou puis conservées par Kiev. La Crimée a été transférée à l'Ukraine par Nikita Kroutche en violation de la loi soviétique Sébastopol restait une ville subordonnée à l'URSS et ne pouvait légalement pas être incluse à l'Ukraine en 1991.

NOTA Cette carte provient d'un site russe mais elle est historiquement juste. ndlr

se stabilisant autour d'une ligne de front fixe, les différentes trêves ont rarement été respectées plus de deux semaines. Avant l'intervention russe du 24 février 2022, la guerre avait déjà causé la mort d'environ 14 000 personnes.

Ukraine, Russie, Europe... quels sont leurs objectifs ?

Ukraine : Avant l'invasion russe, la position affichée par le Gouvernement ukrainien était de retrouver le contrôle sur l'intégralité de son territoire, donc la Crimée et la partie Est du Donbass. Dans les faits,

récupérer les régions séparatistes semble difficile pour l'Ukraine, qui devrait composer avec une population souvent plus favorable à la Russie. Par ailleurs, dans le cadre de négociations avec Moscou après le déclenchement de l'offensive militaire russe en 2022, les Ukrainiens semblent prêts à discuter du statut de la Crimée et du Donbass.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, élu en avril 2019, souhaite un rapprochement avec l'Union européenne. Une volonté partagée par les institutions européennes.

« Nous voulons aller encore plus loin dans notre relation avec l'Ukraine », a affirmé le président du Conseil européen Charles Michel à l'issue du sommet UE-Ukraine du 6 octobre 2020, l'avant-dernier en date. Le 28 février, quatre jours après l'invasion russe, Kiev dépose officiellement sa candidature à l'UE. Mais malgré la volonté des Vingt-Sept de soutenir activement l'Ukraine, la route de l'adhésion pourrait être longue pour le pays.

Avant le conflit débuté en février 2022, l'Ukraine souhaitait également adhérer à l'Otan, ce qui aurait

impliqué l'intervention des pays membres de l'Alliance atlantique en cas d'agression militaire. Une perspective à laquelle s'oppose la Russie, qui demandait aux États-Unis et à leurs alliés des assurances juridiques excluant tout élargissement de l'Otan à l'Ukraine. Si les membres de l'organisation militaire étaient peu enclins à accueillir un nouveau membre ukrainien dans l'immédiat, étant donné l'impact géopolitique d'une telle décision, ils rejetaient cependant la demande du Kremlin et maintenaient que Kiev rejoindrait à terme l'Alliance atlantique. La position ukrainienne évolue sensiblement en mars 2022. Lors de pourparlers avec la Russie, le 29 mars à Istanbul, l'Ukraine se dit prête à accepter un statut neutre, comme le demande le Kremlin, et donc de renoncer à adhérer à l'Otan. Kiev souhaite toutefois voir sa sécurité garantie par un accord international dont seraient signataires plusieurs pays garants, tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, la Turquie, la France et l'Allemagne. Mais cette solution implique que les pays garants interviennent en cas d'attaque de l'Ukraine, comme le prévoit l'article 5 du traité de l'Atlantique nord qui régit l'Otan. Ce qui pourrait être difficilement acceptable pour la Russie. Par ailleurs, l'Ukraine maintient sa demande d'adhésion à l'UE. En plus d'une adhésion ukrainienne à l'Otan, cette perspective constitue également une ligne rouge pour Vladimir Poutine.

Russie : La Russie craint donc une éventuelle adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), qu'elle voit comme une organisation concurrente menaçant sa sécurité, ainsi que le rapprochement des anciennes républiques soviétiques d'Europe avec l'Union européenne. Dès lors, l'influence exercée par la Russie sur les régions séparatistes ukrainiennes a constitué un moyen de peser sur la politique internationale de Kiev, afin de garder l'Ukraine dans la sphère russe.

En ce sens, l'implication russe en



Ukraine s'inscrit dans la lignée de précédentes interventions militaires dans l'espace post-soviétique, comme en Abkhazie et en Ossétie du Sud (Géorgie) ou en Transnistrie (Moldavie). L'objectif est de soutenir les populations russes ou pro-russes de ces pays pour garantir leur autonomie politique vis-à-vis des États centraux. La Russie a agi de la

toute
l'Europe
Comprendre l'Europe

même sorte en Crimée, en déployant ses troupes officielles à l'appel des dirigeants de la région, même si le résultat final est cette fois une intégration de la région dans l'État russe. De même que dans le Donbass, en reconnaissant les territoires sécessionnistes, puis en frappant militairement l'ensemble du territoire ukrainien.

Fin 2021, la Russie dépêche des militaires à sa frontière ukrainienne : les mouvements de troupes impliquent plus de 150 000 soldats fin février 2022. Des exercices militaires ont lieu près de cette frontière ainsi qu'en Crimée. De même que sur le territoire de la Biélorussie, alliée du Kremlin. Le 21 février, Vladimir Poutine ordonne, officiellement pour y maintenir la

paix, l'envoi de soldats russes dans les territoires séparatistes de Louhansk et de Donetsk. Une escalade qui franchit donc un pallier supplémentaire d'une ampleur inattendue via l'offensive militaire massive lancée trois jours plus tard.

Union européenne : La France et l'Allemagne ont jusqu'à maintenant joué un rôle de premier plan dans la diplomatie européenne sur la crise en Ukraine. Les deux alliées sont impliquées dans la résolution de ce conflit depuis une réunion informelle de 2014, en marge des célébrations du débarquement de Normandie. Les dirigeants ukrainien, russe, français et allemand avaient alors pu ouvrir des négociations à l'initiative du président français François Hollande. Ces rendez-vous à quatre ont depuis pris le nom de "format Normandie".

En février 2015, en présence des représentants des républiques populaires auto-proclamées de Donetsk et Louhansk, ces dirigeants sont notamment parvenus à l'accord de Minsk II, censé concrétiser le cessez-le-feu signé par les belligérants en septembre 2014 (protocole de Minsk). Le nouvel accord prévoit également un retrait des armements lourds, ainsi que des engagements politiques en faveur d'une plus grande autonomie du Donbass. Mais sept ans après sa signature, le texte n'a jamais été pleinement appliqué. Notamment le cessez-le-feu qu'il implique, dont les

violations sont régulières. Et l'invasion de l'Ukraine lancée par Vladimir Poutine le 24 février rend l'accord complètement caduc.

L'Union européenne a, elle aussi, plusieurs fois condamné l'insurrection pro-russe au Donbass et souligné son attachement aux accords de Minsk. Plusieurs sanctions économiques et politiques ont également été prises à l'encontre de la Russie dès 2014, "en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation délibérée d'un pays souverain frontalier par la Fédération de Russie". Des sanctions qui ont eu un lourd impact sur l'économie russe, mais qui n'ont pas infléchi la position de Moscou. Avant février 2022, il a par ailleurs été parfois difficile pour les Vingt-Sept de porter une position commune, entre les partisans de la négociation (France et Allemagne) et ceux souhaitant une plus grande fermeté, comme les États baltes et la Pologne.

Comment les Européens ont-ils agi vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie ?

Au début du conflit, la politique européenne vis-à-vis de Moscou s'est donc principalement illustrée par des sanctions. Le 17 mars 2014, comme les États-Unis, l'Union européenne a annoncé le gel de possessions financières et des interdictions de voyager de personnalités russes. Le 24 mars de la même année, la fédération de Russie a été exclue du sommet du G8 (redevenu le G7). Et le 10 avril, ses droits de vote avaient été suspendus au Conseil de l'Europe, une mesure levée en juin 2019. En raison de l'invasion de l'Ukraine à partir du 24 février 2022, la Russie est finalement exclue de l'institution, le 16 mars.

Un deuxième volet de sanctions est décidé par l'UE contre la Russie en septembre 2014, suite au crash de l'avion de Malaysia Airlines. Le 17 juillet 2014, un Boeing 777 de la compagnie reliant Amsterdam à Kuala Lumpur avait été abattu en plein vol au-dessus du Donbass,

faisant 283 victimes, majoritairement hollandaises. Le train de sanctions consiste en un embargo contre des entreprises, notamment des fournisseurs d'énergie, un secteur clé de l'économie russe.

Mais même reconduites tous les six mois par l'Union européenne, les sanctions à l'égard de la Russie n'ont pas eu tout l'effet escompté et l'UE a ainsi beaucoup misé sur la négociation pour parvenir à une sortie de crise.

Un nouveau pas européen est réalisé en direction de la Russie en juin 2019, quand le Conseil de l'Europe approuve la réintégration de la fédération dans son assemblée

toute
l'Europe
Comprendre l'Europe

parlementaire. Une décision soutenue par Angela Merkel et Emmanuel Macron. Ce dernier soutient également le retour de la Russie au sein du G7 après avoir rencontré Vladimir Poutine fin août 2019 en France.

Les diplomaties françaises et allemandes sont aussi à l'origine de la tenue du sommet Normandie du 9 décembre 2019 à Paris, le premier de ce type en trois ans. Elles y ont tenu le rôle de médiateur, pour ce qui constituait la première rencontre entre Vladimir Poutine et le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Sur le plan économique, Kiev et Bruxelles se sont rapprochées. L'accord d'association signé en 2017 a permis de faire bondir les échanges entre l'Ukraine et l'UE de 65 %. Pour faire face à la crise du Covid-19, l'exécutif européen a également déboursé 190 millions d'euros pour l'aide médicale d'urgence ainsi qu'1,2 milliard d'euros pour lutter contre les conséquences économiques de la pandémie dans le pays. Depuis 2014,

l'Union européenne a mobilisé près de 17 milliards d'euros en subventions et prêts afin d'assister l'Ukraine dans son programme de réformes. En janvier 2022, la Commission européenne propose une aide d'urgence de 1,2 milliard d'euros pour soutenir l'Ukraine face aux coûts engendrés par le conflit avec la Russie. Une décision ensuite approuvée par les États membres et le Parlement européen.

Le 27 février 2022, au quatrième jour de l'offensive russe, les chefs d'État et de gouvernement européens ont ensuite pris une décision historique : ils se sont mis d'accord pour fournir des armements à Kiev pour une valeur de 450 millions d'euros, ainsi que des équipements de protection et du carburant pour environ 50 millions d'euros. Une aide financière qui a pu être débloquée grâce à un nouvel instrument : la Facilité européenne pour la paix (FEP).

Comment les différentes tentatives de sortie de crise avant l'invasion russe ont-elles échoué ?

Le 21 avril 2019, l'élection d'un nouveau président en Ukraine avait été considérée comme une réelle opportunité pour mettre fin au conflit. Le président sortant Petro Porochenko s'était quant à lui vu largement défait. Son rival, le jeune comédien Volodymyr Zelensky, avait obtenu plus de 70 % des suffrages au second tour. Ce dernier était connu du grand public comme l'acteur principal de la série télévisée *Serviteur du peuple*, diffusée entre 2015 et 2019, dans laquelle il incarnait un professeur d'histoire devenu président de l'Ukraine par accident. De langue maternelle russe, il avait principalement axé sa campagne contre la corruption et pour le renouvellement de la classe politique. S'il s'était montré ouvert au dialogue avec la Russie et l'UE, il avait néanmoins choisi Bruxelles en mai 2019 comme premier voyage présidentiel, où il avait été reçu au sein de la Commission européenne et de l'Otan.

En décembre 2019, un sommet quadripartite au format Normandie avait permis de relancer le dialogue entre Ukrainiens et Russes. Plusieurs prisonniers avaient par exemple été échangés entre les deux pays. En revanche, les négociations sur les sujets politiques, tels que le contrôle de la frontière orientale ou le désarmement des séparatistes, avaient échoué. Initialement prévu en mars 2020 mais reporté en raison de la pandémie de Covid-19, un sommet entre l'Union européenne et l'Ukraine s'était déroulé à Bruxelles le 6 octobre 2020, puis un nouveau, le 23ème et dernier en date, à Kiev le 12 octobre 2021. Des rencontres qui avaient permis à l'UE de réaffirmer sa résolution à renforcer les liens politiques et économiques avec l'Ukraine et de condamner encore l'atteinte de la Russie à son intégrité territoriale.

A partir de décembre 2021, des échanges entre Américains et Russes avaient eu lieu à plusieurs reprises au sujet de la montée des tensions vis-à-vis de l'Ukraine, mais ils n'avaient pas permis de réelles avancées. Washington et Moscou semblaient camper sur leurs positions, le premier ayant demandé des garanties qu'aucune opération n'allait être lancée contre Kiev, le second ayant voulu s'assurer que l'Otan ne s'élargirait jamais à l'Ukraine.

Jusqu'à début 2022, l'Europe avait quant à elle été largement exclue des pourparlers, la Russie prétendant ne pas considérer "l'Union européenne comme un interlocuteur à part entière", analysait Cyrille Bret, maître de conférences à Sciences Po et chercheur associé à l'institut Jacques-Delors, lors d'un webinaire le 26 janvier. Pour autant, les Européens n'avaient pas entendu s'effacer dans la résolution d'un conflit qui les concernent au premier plan et avaient fait montre de leur unité, malgré les divergences pouvant exister entre eux. Ils avaient également affiché leur fermeté, annonçant de lourdes sanctions à l'encontre la Russie en cas de nouvelle agression militaire de l'Ukraine.



"Plus largement, c'est au feu de cette épreuve avec la Russie que l'Union européenne a commencé à définir ses intérêts stratégiques", qui ne coïncident pas exactement avec ceux des Etats-Unis et de l'Otan, et pris conscience de son droit à les défendre, estime Cyrille Bret. Cette vision stratégique doit notamment être portée par la boussole stratégique, un "livre blanc" qui vise à définir les grandes orientations de la sécurité et de la défense



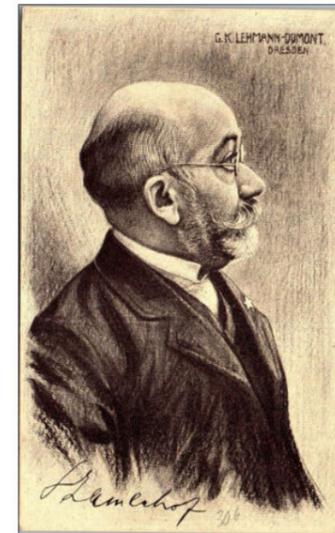
européennes jusqu'en 2030, et dont l'adoption est prévue en mars 2022.

Recevant Emmanuel Macron au Kremlin le 7 février, Vladimir Poutine semblait être revenu sur sa position qui faisait des Etats-Unis le seul interlocuteur à réellement considérer dans le cadre de cette crise. Si leur rencontre n'avait pas abouti à des avancées majeures pour la résoudre pacifiquement, les deux dirigeants avaient fait part de leur volonté d'éviter un conflit armé et s'étaient déclarés prêts à accepter des compromis. Surtout, ce rendez-vous avait témoigné d'un retour de la France, et de manière plus générale

des Européens, à la table des négociations. Un retour confirmé par la visite du chancelier allemand Olaf Scholz à Moscou le 15 février. Mais ces efforts diplomatiques n'ont pas empêché l'annonce de la reconnaissance des territoires séparatistes par Vladimir Poutine moins d'une semaine plus tard, le 21 février, ainsi que l'envoi de soldats. Une décision en "violation flagrante du droit international" selon l'UE, qui a pris de nouvelles sanctions visant la Russie, tout comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Cette escalade prend ensuite une ampleur inédite lorsque Moscou lance une invasion de l'Ukraine, le 24 février, déployant ses soldats et bombardant le pays. Une offensive militaire suivie par l'annonce de sanctions d'une sévérité inédite par les Européens.

Une langue mondiale comme outil de paix et d'universalisme

L'espoir de l'espéranto



Son créateur, « Louis-Lazare Zamenhof, était un médecin ophtalmologiste né le 15 décembre 1859 à Białystok dans l'Empire russe et mort le 14 avril 1917 à Varsovie. L'espéranto a été publié en russe le 26 juillet 1887 sous le pseudonyme Doktoro Esperanto (« le docteur qui espère »). « Mon éducation a fait de moi un idéaliste ; on m'a enseigné que tous les hommes sont frères, et pendant ce temps, dans la rue, dans la cour, à chaque pas, tout me faisait sentir que les hommes n'existent pas : il n'existe que des Russes, des Polonais, des Allemands, des Juifs, etc. »

L'espéranto est d'apprentissage très simple. Le but n'est pas de remplacer les autres langues, mais d'être un pont entre les différentes communautés.

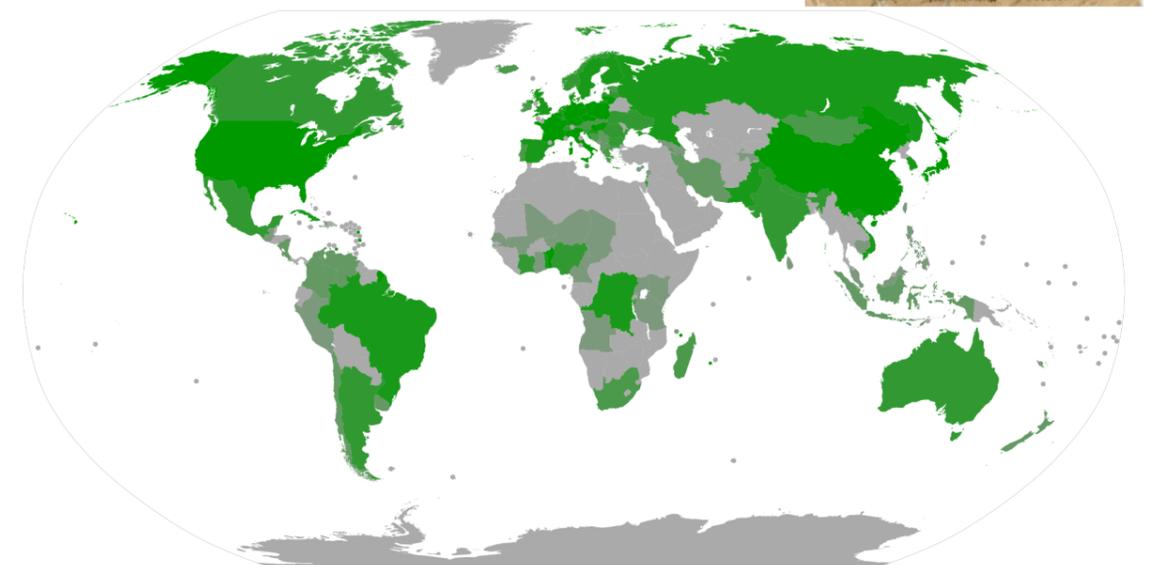
L'espéranto a longtemps été une langue plus écrite que parlée. Dès le début, toutefois, son usage oral a été assuré par les clubs d'espéranto, disséminés un peu partout en Europe, en Asie orientale et dans quelques pays d'Amérique. Les personnes intéressées s'y retrouvaient une fois par semaine ou par mois pour pratiquer la langue et accueillir des voyageurs étrangers qui l'avaient apprise. Au début du XXe siècle sont

apparus de nombreux écrivains, hommes et femmes, poètes..., qui, ayant adopté l'espéranto comme langue de leurs écrits, lui ont donné sa littérature. Aujourd'hui *Ce Siècle* a décidé de promouvoir l'espéranto, conscient que seul un mouvement international permettra l'unité pour faciliter la lutte contre l'apocalypse que les décideurs ne peuvent plus ou ne veulent pas enrayer.

LA REDACTION



Plus de 2 millions de personnes dans quelque 120 pays dans le monde (voir la carte) utilisent l'espéranto une langue construite sur des bases latine à 75% et anglo-germanique à 25%. Un outil que nous a légué le XIXe siècle. Son concepteur a réalisé là un coup d'essai qui s'est révélé un coup de maître.





Leçon 1 unua leciono

PAR FRANCOIS RANDIN



Principes de base :

L'ESPÉRANTO utilise ...

- **des racines**: choisies à 75% dans les langues latines et 25% dans les langues anglo-germaniques.
- **des affixes**: des préfixes et des suffixes qui modifient le sens des racines et ainsi, ensemble, forment une nouvelle racine.
- **des terminaisons** qui donnent leur rôle aux mots dans la phrase.

Exemple:

Fi...lam...ul...in...o...j

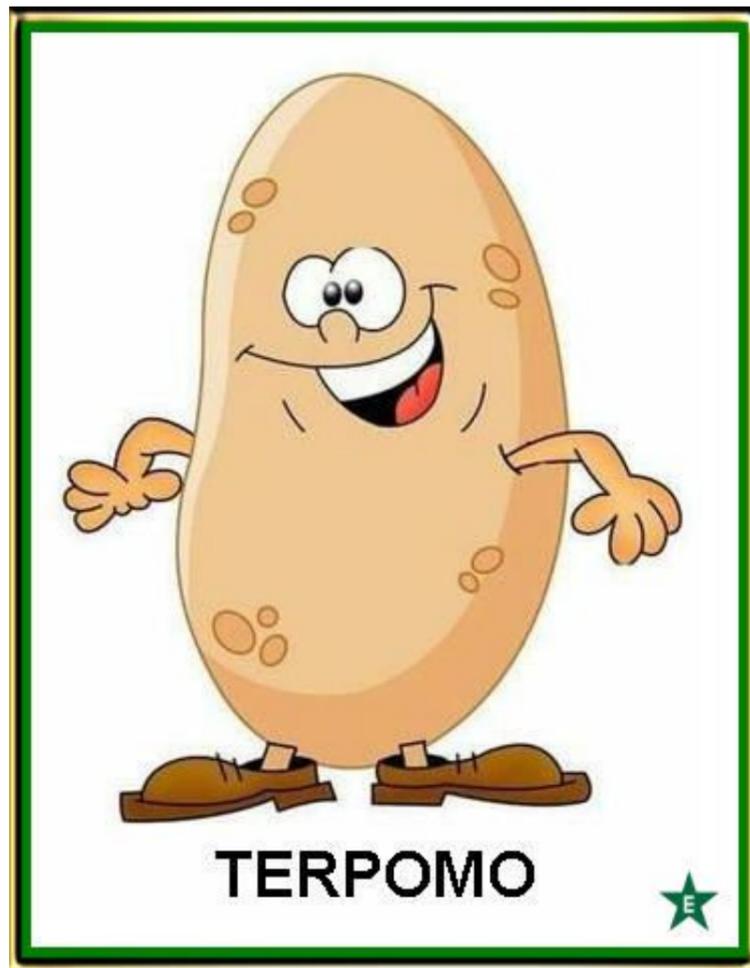
- la racine: **lam...** donne le sens - famille de <boiter, clopiner>.
- les affixes:
 - le préfixe: **fi...** - apporte une notion négative de tendance intellectuelle.
 - les suffixes: **...ul...** - défini un personnage et **...in...** - son côté féminin.
 - les terminaisons: **...o** - est la terminaison d'un substantif et **...j** - est la terminaison du pluriel.

Traduction : <des boiteuses de petite mentalité>

Exemple: la ter...pom...o...j

- l'article: « **la** » est l'article défini <le-la-les>
- les racines: **ter...** - relatif à la <terre> et **pom...** - <pomme> forment ensemble une nouvelle racine : **terpom...** <pomme de terre>
- les terminaisons: **...o** et **...j** forment un substantif au pluriel.

Traduction : <les pommes de terre>



GRAMMAIRE

1. L'Esperanto n'a qu'un **article défini** (*la*), invariable pour tous les genres, nombres et cas. L'emploi de l'article est le même qu'en français. <le-la-les>
2. L'Esperanto n'a pas

3. Le **substantif** finit toujours par **...o**
4. L'**adjectif** finit toujours par **...a**.
5. Pour former le pluriel on ajoute **...j** au substantif et à

l'adjectif. (...j se prononce y, comme yoyo)
 • **...oj** (se prononce oy comme dans boy)
 • **...aj** (se prononce ay, comme dans aie!)
Exemple:

- laajoj**
 (article - adjectif - nom)
la grandaj domoj
 <les grandes maisons>
6. Pour former le verbe à l'infinitif on ajoute **...i** à la racine.
 7. Pour former l'adverbe on ajoute **...e** à la racine.
- Exemple:**
 la terminaison du verbe au présent est **...as**
 le pronom <je> se dit **mi...**
mieas
 (pronom - adverbe - verbe)
mi parole tradukas
 <je traduis oralement>

Exercices :

Les racines ...

- **lam...**
famille de <boiter, clopiner>.
 - **parol...**
famille de <parler>.
 - **varm...**
famille de <chaud>.
 - **skrib...**
famille de <écrire>.
 - **bicikl...**
famille de <bicyclette>.
- La terminaison ...o** donne son rôle au substantif dans la phrase.
- **la lam..o** <le fait de boiter> (la boiterie).
 - **la parol.o** <la parole>.
 - **la varm.o** <le fait d'être chaud> (la chaleur).
 - **la skrib.o** <l'écriture>.
 - **la bicikl.o** <la bicyclette>.

La terminaison ...a donne son rôle à l'adjectif qui qualifie le nom.

- **lama** <boiteux>.
- **parola** <oral>.
- **varma** <chaud>.
- **skriba** <par écrit>.
- **bicikla** <à bicyclette>.

La terminaison ...j forme le pluriel des noms et des adjectifs.

- **la lama homo** <l'homme qui boite>.
 - **parola ekzameno** <un examen oral>.
 - **varmaj someroj** <des étés chauds>.
 - **la skriboj dikaj** <les écritures épaisses>.
 - **promeno bicikla** <une promenade à bicyclette>
- La terminaison ...i** détermine le verbe à l'infinitif.
- **lami**



<boiter>.

- **paroli** <parler>.
 - **varmi** <être chaud>.
 - **skribi** <écrire>.
 - **bicikli** <aller à bicyclette>.
- La terminaison ...e** permet de former l'adverbe.
- **lame kuri** <courir en boitant>.
 - **parole informi** <informer oralement>.
 - **varme vesti**

<habiller chaudement>.

- **skribe respondi** <répondre par écrit>.
- **bicikle veturi** <se déplacer à vélo>.

Information : Dans le dictionnaire les racines sont exprimées avec la terminaison la plus appropriée.

- **bicikl(o)** <une bicyclette> est une racine qui « appelle » d'abord le ...o. Mais ...
- **bicikla promeno** <une promenade à bicyclette>
- **bicikle vojaĝi** <voyager à bicyclette>

bicikli al kongreso

<« bicycler » au congrès>
• **varm(a)** <chaud> est une racine qui « appelle » d'abord le ... a. Mais ...

varme servita
<servi chaud-ement>

varmo tro alta
<une chaleur trop élevée>

varmas en Romo
<# fait chaud à Rome>

• **skrib(i)** <écrire> est une racine qui « appelle » d'abord le ... i. Mais ...

skriba demando
<une demande écrite>

skribe informi
<informer par écrit ... écrit-ement>

skribo eleganta
<une écriture élégante>

• **jes** <oui> est une racine qui « n'appelle » aucune

terminaison, mais peut néanmoins en recevoir une des 4, comme ...

jesa respondo
<une réponse affirmative>

jese respondi
<répondre affirmativement>

jeso timida
<un oui timide>

Karlo jesas
<Carlo dit oui>

L'alphabeth : (avec la phonétique entre parenthèse)

Les voyelles se prononcent comme en français pour A / E / I / O. Le U se dit avec le son <ou>. Le Ŭ est un demi-U et se prononce <ou> très court. Il est normalement associé à A et E. Les consonnes Q / W / X / Y n'existent pas en espéranto. Pour les autres, on y ajoute le son <o> ce qui fait Bo, Ko, No, etc.

A/a	B/b	C/c (ts)	Ĉ/ĉ
(tch)	D/d		
E/e	F/f	G/g (gu)	Ĝ/ĝ
(dj)	H/h (H aspiré)		
Ĥ/h (R rauque)	I/i	J/j (y)	
Ĵ/ĵ (j)	K/k		
L/l	M/m	N/n	O/o
P/p			
Ĉ	R/r (R roulé)	S/s (s)	
Ŝ/ŝ (ch)	T/t		
U/u (ou)	V/v	Ŭ	Ŷ
Ŷ			
Z/z	AŬ/aŭ (ah! oui)	EŬ/eŭ	
(eh! oui)			

Lorsque l'on utilise un ordinateur et qu'il n'existe pas de caractère accentué comme par exemple Ĝ, il est possible d'utiliser le <Gx> ou <Gh> en remplacement. Le petit programme informatique «EK»



permet d'ajouter les accents sur les caractères en espéranto. (<https://www.esperanto.mv.ru/Ek/index.html>).

L'accentuation se fait sur l'avant-dernière syllabe.

• Mi multe parolas pri la internacia lingvo esperanto.

• Mi mul-te paro-las pri la internaci-a lin-gvo esper-an-to.

<Je parle beaucoup au sujet de la langue internationale espéranto>

L'importance des mots dans la phrase

En espéranto, on forme la phrase dans la logique des mots pour exprimer sa pensée. Les mots se positionnent ensuite progressivement vers la fin de la phrase selon leur importance.

Exemple :

Mi promenas kun mia amiko kaj mia hundo **borde de la lago.**

<Je me promène au bord du lac avec mon ami et mon chien>

Mi promenas borde de la lago **kun mia amiko kaj mia hundo.**

Borde de la lago kun mia amiko kaj mia hundo **mi promenas.**

Ktp = kaj tiel plu <etcetera>

Le « n » du non sujet ou

Complément d'Objet Direct

Pour différencier le sujet du complément, on ajoute un «n» au COD.

Exemple :

La kato manĝas la muson

<le chat mange la souris>

«Le chat» est le sujet, il fait l'action.

«La souris» subit l'action donc «n'est pas sujet», donc prend un «n» final.

On peut ainsi inverser l'importance des mots tout en sachant qui fait l'action

La muson manĝas la kato

<le chat mange la souris>

Mais l'importance est mise sur «le chat» puisque positionné en fin de phrase.

Allons plus loin :

La muson la kato manĝas

<le chat mange la souris>

mais sous l'idée de :

<c'est la souris que le chat est en

train de manger>

ou encore :

La kato la muson manĝas

<le chat mange la souris>

mais sous l'idée de :

<Le chat c'est la souris qu'il est en train de manger>

Ktp

Mais lorsqu'un complément est introduit par une préposition, il ne peut pas être sujet.

Exemple :

La kato ludas kun la muso

<Le chat joue avec la souris>

«Kun la muso» ne peut pas être sujet, donc pas de risque de confusion, donc pas de «n».

A SUIVRE

Le « Fundamento de Esperanto » (« Fondement de l'espéranto » en français) est un livre écrit par L. L. Zamenhof en 1905 qui fixe les règles de la langue espéranto. Il comprend quatre parties : une préface, une grammaire, un recueil d'exercices, et un dictionnaire. www.akademio-de-esperanto.org/fundamento

François Randin

Un espérantiste passionné

François Randin, secrétaire de la Société d'espéranto de Lausanne, défend depuis des années l'apprentissage et l'utilisation de cette langue de communication internationale.

Photographe et cinéaste il a brillamment fait la promotion de l'espéranto, multipliant les interventions didactiques dans les médias télévisés et radiophoniques. Il a accordé des interviews aux plus grands titres de la presse écrite.

« Qui apprend l'espéranto? Ca va des gens qui n'ont pas pu faire des études aux lettrés. A tous ceux qui veulent des échanges amicaux sans entraves. Actuellement beaucoup de jeunes s'intéressent car ils peuvent partager des contacts directs. Il n'existe pas de barrière. »

François Randin a préparé en dix leçons un cours d'espéranto complet que *Ce Siècle* publiera intégralement.



François Randin

Photo Mathieu Arlettaz

Quand la manipulation de l'opinion biaise

Etats-Unis: haro!

par **ANDREA DUFFOUR**

Le rôle des médias dans les conflits armés. Quels médias pour la paix? Tels ont été les thèmes du colloque organisé les 15 et 16 octobre 2022 à Soleure sous l'égide des mouvements GIPRI, Alba Suiza, Schweizerische Friedensbewegung et de l'Association Suisse-Cuba. Une brochette de dix géopoliticiennes et géopoliticiens documentés ont esquissé pour la centaine de personnes présentes le décor médiatique et géopolitique actuel. Au centre du débat: la désinformation ciblée par la presse, la télévision, la radio, les médias numériques et les réseaux sociaux au service du capital financier et du complexe militaro-industriel. [Lire aussi la chronique précédente sur le même sujet.](#)

Maurice Lemoine, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, nous



rappelle la Loi Brandolini (en anglais *Bullshit asymetry principle*):

La quantité d'énergie nécessaire pour réfuter les conneries est largement supérieure à celle nécessaire pour les produire.

Lemoine commence par une anecdote ironique sur un reportage qu'un journaliste de l'*Obs* a fait sur les « *Colectivos* » au Venezuela, décrivant toutes les « difficultés » que ce dernier aurait eu à traverser pour obtenir son interview avec un leader d'une de ces entités soi-disant criminelle ; Lemoine raconte ensuite avec quelle facilité il a lui-même obtenu tous les accès pour approcher ces organisations sociales. Lemoine nous

décrit comment les journalistes dits « d'investigation » ne connaissant ni le terrain, ni la langue ni l'histoire font de plus en plus souvent appel à des « fixeurs », lesquels choisissent à leur place les lieux, situations et interlocuteurs peuplant leurs reportages. D'où une uniformisation de l'information.

Il nous donne l'exemple de l'(auto)mise en scène médiatique de Juan Guaidó, qui s'est autoproclamé « président par intérim » du Venezuela en janvier 2019.

Lemoine nous rappelle aussi l'opération Gedeon au cours de laquelle, en mai 2020, le président fantoche Juan Guaidó a signé un contrat de 212 millions d'euros avec un groupe armé dirigé par des mercenaires des USA pour

l'information dans les conflits armés (2)

sur la Havane



« capturer, arrêter ou éliminer » le président Nicolás Maduro. Cette information a été révélée dans la presse des Etats-Unis (*New York Times*, *CNN*, etc.), mais est totalement passée sous silence par les médias européens.

Rien de nouveau dans cette utilisation des médias pour mener à bien des manœuvres d'« action psychologique », fut-ce en temps de paix. En 1954, une violente campagne sur le thème du « communisme dans les Antilles » a précédé le renversement du

président démocratiquement élu Jacobo Arbenz au Guatemala. De même qu'une violente campagne de presse menée entre autres par le quotidien *El Mercurio* a précédé le coup d'Etat contre Salvador Allende au Chili.

Lemoine dénonce les pseudo-organismes censés lutter pour les droits de l'homme et la démocratie, comme l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ou la National Endowment for Democracy (NED) fondé en 1983 par Ronald Reagan pour se substituer à la CIA. Avec d'autres organismes – Institut républicain international (IRI), Institut national démocrate (NDI), Freedom House, Open Society, de George Soros, etc. – ces relais de la Maison-Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone financent à l'international les mouvements, ONG et partis opposés aux gouvernements de gauche.



Une île que la mafia américaine avait transformée en casino et en bordel. DR

Entre 2010 et 2020, l'opposition, les médias et des ONG nicaraguayennes ont ainsi reçu 72 millions de dollars pour déstabiliser le président Daniel Ortega – finançant entre autres les groupes de choc qui, en 2018, ont tenté de le renverser.

Dans un autre registre, il faut mentionner la campagne menée contre la coopération internationaliste des médecins cubains (60 000 missions) par *Cuban Prisoner Defenders* ou l'*Union patriote de Cuba*, organisations « anticastroistes » financées par Washington.

Lemoine attire enfin l'attention sur l'instrumentalisation des Droits de l'Homme. Ainsi

a-t-on pu voir, en mai 2019, Amnesty international dénoncer la répression de l'*Opération Liberté* menée par Juan Guaido, alors qu'il s'agissait d'une tentative de coup d'Etat.

Amnesty, comme Human Right Watch ou même la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) n'enquêtent pas sur le terrain, mais s'appuient sur des ONG locales, sans se préoccuper de savoir qui les finance et si, en réalité, il ne s'agit pas d'organisations d'opposition.

De la même manière, des

thèmes particulièrement sensibles aux yeux des secteurs progressistes – droits des femmes, environnement, religion – sont détournés de leurs véritables objectifs pour mettre les gouvernements non alignés en accusation. S'agissant de thèmes hautement défendables, ils sont immédiatement repris par les médias, participant ainsi largement à la désinformation de l'opinion publique.

La numérisation a massivement renforcé les possibilités de désinformation médiatique. Des plateformes comme *Facebook*, *Instagram* et *Twitter* multiplient les fausses informations en quelques secondes.

André Scheer, spécialiste

de l'Amérique latine et ancien correspondant du quotidien *Junge Welt* en Allemagne, a montré, à l'exemple de Cuba, comment *Twitter* et *Instagram* sont utilisés de manière ciblée pour déstabiliser les gouvernements. Il s'est concentré sur la propagande médiatique contre Cuba en commençant par les chiffres actualisés payés par les contribuables des Etats-Unis rien que pour porter atteinte à l'image de cette petite île qui dérange :

800 millions de dollars par an, c'est le budget annuel alloué par le congrès nord-américain à des médias anti-cubains !

Entre autres, *Radio Swan*, station gérée par la CIA dans les années 60 pour préparer l'invasion de la baie des Cochons. La station provenait de «Radio Free Europe ». Elle propageait par exemple l'information selon laquelle le Gouvernement cubain voulait enlever les enfants à leur parents, action secrète des USA et de l'Eglise catholique (« Opération Peter Pan »), avec le résultat que 14 000 enfants furent envoyés aux Etats-Unis, mais qui en même temps refusaient de donner des visas aux parents.

Mentionnons aussi *Radio/TV Marti*, lancée en 1985, complétée entre-temps par le site interne *Marti Noticias*, qui usurpe

du nom du héros national *José Martí* pour tenter d'influencer l'île depuis les USA. Il y a aussi les médias sociaux : en 2018, le *Miami New Times* rapporta que le Gouvernement des Etats-Unis recrutait des Cubains pour qu'ils diffusent des contenus créés par le Gouvernement des Etats Unis sur des pages *Facebook* « privées ».

Alors que *Twitter* en particulier permet de diffuser librement des appels à la rébellion contre le Gouvernement cubain, le réseau a bloqué en 2019 les canaux de *Granma*, *Juventud Rebelde*, *TV Cubana* et d'autres médias cubains en plein milieu d'un discours important donné par le président



Diaz-Canel.

Rappelons-nous aussi des offres alléchantes qui circulaient en 2020 sur la toile offrant jusqu'à 5000 US dollars à toute personne qui mettrait en scène et documenterait une «rébellion» à Cuba ou qui mettrait le feu à une voiture de police ou un magasin de devises, en filmant le tout. A ce sujet, cf. les budgets officiellement publiés par la NED

Autre exemple : le hashtag #SOS Cuba qui génère tout les 5" un tweet anti-cubain avec des faux comptes, depuis l'Espagne:

En 2021, #SOS Cuba s'est répandu sur Twitter plus de 2 millions de fois pour critiquer la gestion de la pandémie par les autorités cubaines.

Rajoutons à ceci *La face cachée des reporters sans frontières* de Maxime Vivas, qui se lit comme un polar. On y découvre par exemple que Reporters sans frontières (RSF) n'utilise que 7% de son budget annuel pour la défense de journalistes, le reste étant absorbé par des frais de

fonctionnement... et bien sûr on y découvre des financements de RSF par la NED et la CIA, qui



Fidel Castro l'homme à abattre. DR

servaient, entre autres à Robert Ménard, son ancien secrétaire général, à recruter un réseau d'une centaine de « journalistes indépendants » dans l'île rebelle, (dont à peine 2 avaient un diplôme de journalisme). Ménard leur offrait un ordinateur portable et un salaire mensuel très attractif. Il mettait à leur tête le fameux « dissident » Nestor Baguer qui est ainsi devenu « chef de l'opposition », financée par RSF (- à leur tour financés par la NED et USAID). Ménard lui dictait pendant plusieurs années ce que son équipe devait écrire – avant de découvrir qu'il s'agissait en réalité de l'agent secret de la sécurité cubaine Octavio – seulement le mal était

déjà fait dans nos médias et aucun rectificatif n'a jamais été publié en Europe.

André Scheer nous cite aussi des exemples récents de fake news propulsées des milliers de fois avec des faux comptes sur les réseaux sociaux. Nous avons par exemple la photo avec Raul Castro sortant d'un avion, sous-titré : «*Fuite de Raul Castro au Venezuela, il arrive à 11.37 aujourd'hui, 11 juillet 2021*», alors qu'il s'agit de son arrivée au sommet du CELAC en 2015 au Costa Rica.

Lors de la campagne *Twitter* lancée depuis l'extérieur contre Cuba l'extérieur contre Cuba invitant la population cubaine à descendre dans la rue en juillet 2021, des milliers de tweets ont été diffusés à la seconde à l'aide de "bots". Des images utilisées comme "preuve" de prétendues manifestations de masse à La Havane ou ce tweet du 5 octobre 2022 « Journée historique au Malécon de la Havane – le peuple proteste » n'était rien d'autre qu'une photo d'une manifestation de 2011 – en Egypte !

A SUIVRE

Le numéro : 5 centimes
1^{re} année — N° 1

JOURNAL ET FEUILLE D'AVIS DU VALAIS

Organe de publicité de premier ordre
paraissant à SION le mardi, jeudi et dimanche

Abonnements :
Le « Feuille » pris dans
ses bureaux 3.50 2.50 1.50
La « Feuille » portée à di-
recteur par la poste . . . 6.50 3.50 2.50
Etranger (envoi des 3 me-
sures de la semaine) . . . 11. — 5.50 3. —

Rédaction et Administration :
IMPRIMERIE E. GESSLER, Rue de la Dent-Blanche, SION.
On peut s'abonner en tout temps, soit à l'Administration du « Journal », soit chez les bureaux de poste.
Les lettres et envois doivent être affranchis.

Annonces :
Canton Suisse Etranger
La ligne ou son espace . . . 0.10 0.12 0.20
Minimum (5 lignes) 50 cts.
Réclames 40 cts.
Rabais pour insertions répétées.
L'abonnement à l'année 1904 donne droit à l'insertion gratuite d'une annonce de 10 lignes à paraître sous la rubrique des petites annonces. — Les annonces sont reçues à toute heure aux bureaux du « Journal ».

Paris, parcourant notre belle vallée du Rhône, y apportant un redoublement d'activité et des ressources nouvelles.
Avec ce programme, le *Journal et Feuille d'avis du Valais*, conduit, outre dans la carrière en adressant au public et ses confères un bon droit salut, et en les priant de leur offrir de leurs bons vœux et de leurs encouragements.

Étranger
Liste de Quinquag. 7. dernière cha-
que jour et les AP. sont portés à
leur grande parité. Les AP. sont
de leur essence. Les lettres de
du 20, est la plus grande. Les
cette liste est envoyée, après quel-
que jour.
Les envois de lettres manuscrites
à été au grand nombre. Les AP. et
titre de leur essence. Les lettres de
de leur essence. Les lettres de
de leur essence. Les lettres de

LES DÉFIS
DU SIÈCLE
1903 - 1968

Un siècle, un journal, un livre.

www.editionsmatze.ch Editions de la matze

Les «Grains de sel d'Isandre»

Moi, conseiller d'Etat?

par **F.-G. GESSLER**

Aimeriez-vous devenir conseiller d'Etat, Ménandre ?

-Moi ?

- Oui, vous !...

- A dire vrai, cette question n'a jamais préoccupé mon esprit.

- Mais je vous la pose par jeu. Tâchez d'y répondre.

- Eh bien, très franchement, acceptez que je dise : non, Monsieur, je ne me sens pas attiré au Palais du gouvernement pour de nombreuses raisons.

- Peut-on les connaître ?

- Je n'ai rien à cacher, car je n'ai aucune des qualités requises pour cette fonction de haut magistrat. Et plus encore, je n'ai nulle envie d'abandonner ma situation actuelle qui est stable sans être celle d'un homme fortuné. Enfin, je n'ai pas soif de gloire...Voyez-vous, pour être conseiller d'Etat, il faut...

- Il faut quoi ?

- Aimer la politique...et moi je la déteste ; il faut avoir



de l'ambition...et moi, je n'en ai qu'une, c'est celle de vivre en paix. L'homme qui joue un rôle public ne s'appartient plus, il devient « animal politique », comme le dit le célèbre financier anglais J.-M.Keynes. Jamais, je ne me plierai aux exigences d'une élection. Affronter un comité, voire deux ou trois comités, puis une assemblée générale où vous êtes discuté, pesé, mesuré, tâté, calibré... non,ça n'est pas pour moi. Après, il faut être jeté en pâture au peuple... comme le martyr dans la cage aux lions, il s'agira de ne pas se faire bouffer. En politique, les hommes

sont des fauves autrement plus dangereux que les lions, les tigres et les panthères. Ils tiennent de la hyène et du chacal, en plus..

- Vous n'y allez pas de main morte... Nous ne sommes pas au Congo.

- Bien sûr que non... au Congo c'est pire!... D'ailleurs, nous jouons, n'est-ce pas ?

- Oui...

- Alors, souffrez que, par jeu, je peigne le diable sur la muraille pour bien vous montrer comment je vois la politique et les politiciens. C'est peut-être une vue de l'esprit, mais c'est la mienne.

« On s'emmure dans la politique immédiate », écrivait Joseph Caillaux « acquérir celui-ci, envelopper celui-là, dissocier les autres, par-dessus tout flairer l'opinion, voilà le souci constant qui borne une mentalité qui fait

sans en toujours discerner la fugacité, ou bien ils se persuadent que la meilleure manière de résister à une vague d'opinion est de lui céder (...). Qu'un vent de césarisme souffle sur le pays, l'homme de la politique immédiate

fatale... ». Non, je ne suis pas mûr pour tenir un rôle sur l'avant scène de la grande comédie humaine...

- Alors, vous n'aimeriez pas devenir conseiller d'Etat ?

- Non... non... et non... Il y a assez de candidats sans moi qui tenteront l'aventure au risque d'échouer tôt ou tard... Une veste aujourd'hui ou un coup de pied à quelque part dans quatre, huit ou douze ans en guise d'hommage et de reconnaissance... Ça vous tenterait, vous ? »

Isandre

30 janvier 1965



voir court (...). Préoccupés de s'adapter aux ambiances, ils (les politiciens) s'abandonnent aux courants

n'affrontera pas l'ouragan. Il témoignera d'une complaisance qui lui sera ou risquera de lui être

Le « Grain de sel » fidèle au quotidien

Né en 1917 Férid-Gérard Gessler surnommé F.-G.G. est tombé dans la marmite en venant au monde. De son père Georges et de son grand-père Charles tous deux imprimeurs, il hérite du goût de la précision et du travail bien fait. Le don de l'écriture lui vient sans doute de son oncle Emile qui en 1903 créa sur les rotatives familiales le *Journal et Feuille d'Avis du Valais*. Bi-hebdomadaire puis quotidien dès 1957 la *FAV* publie dans chacune de ses éditions un billet qui répond aux



Photo PHILIPPE SCHMID

interrogations du lecteur. Se crée un dialogue entre Ménandre philosophe grec et son fidèle comparse de circonstance Isandre. Ils se mêlent de tout, mettant leur « Grain de sel » sur l'actualité. Non sans tendresse, ils brocardent le quotidien de leurs contemporains... Journaliste averti, F.-G. a parcouru pour ses reportages le monde entier, acquérant une solide érudition et une connaissance pointue de l'être humain. Il est décédé en 1985.

En Espagne plus de 1000 musiciens de tout âge chantent

On ne recule pas,

No Surrender (On Ne Se Rend Pas)

We busted out of class had to get away from those fools

On se cassait de la classe, on devait s'échapper loin de ces idiots

We learned more from a three minute record than we ever learned in school

On apprenait plus d'un disque de trois minutes qu'on avait jamais appris en classe

Tonight I hear the neighborhood drummer sound

Cette nuit j'entends le son de tambour du voisinage

I can feel my heart begin to pound

Je peux sentir mon coeur qui commence à marteler
You say you're tired and you just want to close your eyes and follow your dreams down

Tu dis que tu es fatiguée et que tu veux juste fermer tes yeux et te perdre dans tes rêves

[Chorus 1]

[Refrain 1]

We made a promise we



swore we'd always remember

On a fait une promesse qu'on a juré de toujours se rappeler

No retreat, baby no surrender

On ne recule pas, chérie on ne se rend pas

Like soldiers in the winter's night with a vow to defend

Comme des soldats par une nuit d'hiver avec un serment à défendre

No retreat, baby no surrender

On ne recule pas, chérie on ne se rend pas

Now young faces grow sad and old and hearts of fire grow cold

Maintenant les visages jeunes se sont attristés et ont vieillis et les coeurs de feu se sont refroidis

We swore blood brothers against the wind

On s'est juré frères de sang contre le vent

I'm ready to grow young again

Je suis prêt à redevenir jeune

And hear your sister's voice calling us home across the open yards

Et à entendre la voix de ta soeur nous demandant de rentrer à travers les cours ouvertes

en 2017 et en 2018 «No Surrender » de Springsteen

on ne se rend pas

Well maybe we could cut someplace of our own

Peut-être que nous pourrions couper une part de nous mêmes

With these drums and these guitars

Avec cette batterie et ces guitares

[Chorus 2]

[Refrain 2]

We made a promise we swore we'd always remember

On a fait une promesse qu'on a juré de toujours se rappeler

No retreat, baby no surrender

On ne recule pas, chérie on ne se rend pas

Blood brothers in the stormy night with a vow to defend

Des frères de sang par une nuit orageuse avec un serment à défendre

No retreat, baby no surrender

On ne recule pas, chérie on ne se rend pas

Now on the street tonight the lights grow dim

Maintenant, dans les rues cette nuit, les lumières



pâlissent

The walls of my room are closing in

Les murs de ma chambre se rapprochent

There's a war outside still raging

Il y a une guerre dehors qui fait du chahut

You say it ain't ours anymore to win

Tu dis que ce n'est plus à nous de la gagner

I want to sleep beneath peaceful skies in my lover's bed

Je veux dormir sous des cieux paisibles dans le lit de mon amour

With a wide open country in my eyes

Avec un pays grand

ouvert dans mes yeux

And these romantic dreams in my head

Et ces rêves romantiques dans ma tête

[Chorus 2]

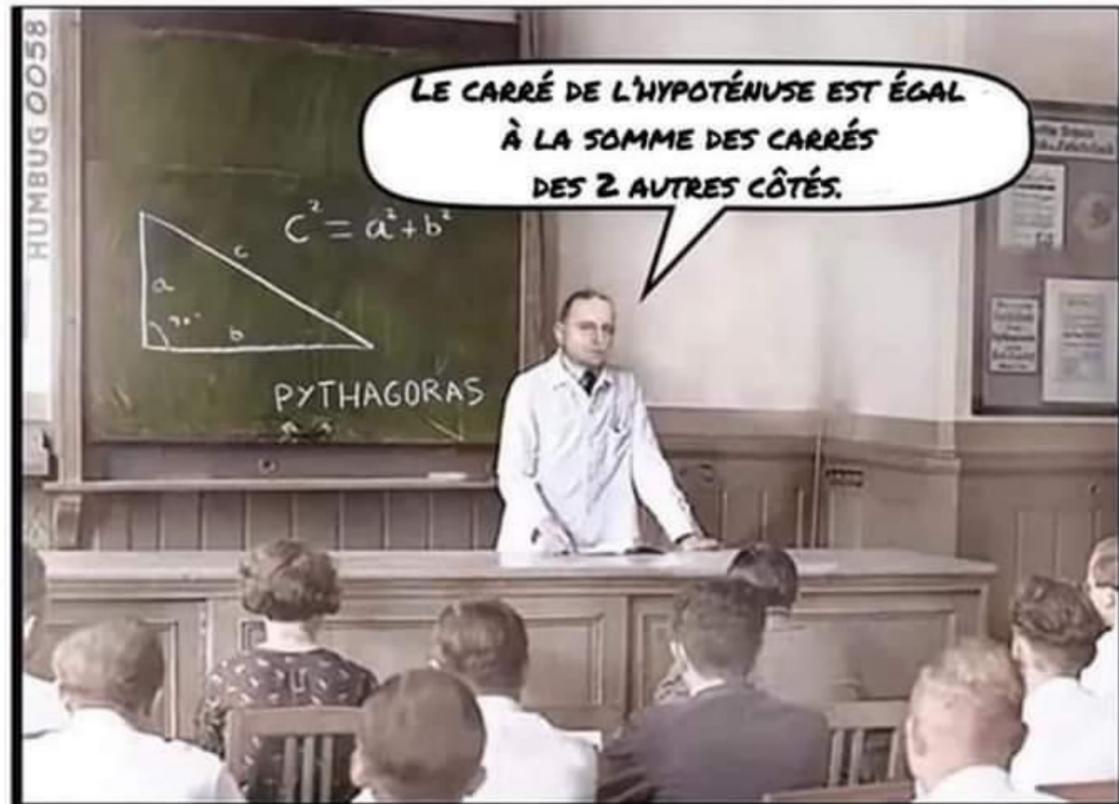
[Refrain 2]

No retreat, baby no surrender

On ne recule pas, chérie, on ne se rend pas

Vilanova de Bellpuig

<https://www.youtube.com/watch?v=U4KMu2CUbh8&list=RDM&index=1>



Die Schweizer Journalistinnen | I giornalisti svizzeri
impressum | Les journalistes suisses

Impressum est la plus importante association professionnelle de journalistes de Suisse et de la Principauté du Liechtenstein. Elle regroupe environ 4000 membres d'horizons différents: presse écrite, médias électroniques, photographes ou caricaturistes. Les membres inscrits au registre des professionnels de médias ont droit à la carte de presse suisse et à la carte de presse internationale.

<https://www.impressum.ch/>

EDITO
LE MAGAZINE SUISSE DES MÉDIAS

Plus de clarté.
Lectrice ou lecteur d'EDITO, vous saurez plus. En souscrivant un abonnement, vous recevrez une édition d'EDITO 4 x par an dans votre langue sélectionnée. Et vous avez accès à tous les services d'edito.ch.
Abonnez-vous maintenant! medien-shop.ch

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES
SUISSE

RSF Suisse est une association qui a pour but de défendre la liberté d'informer en Suisse et partout dans le monde. RSF Suisse est une section nationale de l'ONG Reporters sans frontière basée à Paris.
<https://rsf-ch.ch/>

ifnm

L'International Federation of New Media est une association fondée en 2006 et basée aux Etats-Unis à Newark dans l'Etat du Delaware. Elle délivre une carte de presse pour ceux qui travaillent dans les médias sans avoir les conditions pour l'obtention d'une attestation professionnelle.
<https://ifnm.org/index.html>

infomaniak

Le pionnier genevois de l'hébergement Web, lancé il y a 25 ans, concentre aujourd'hui son savoir-faire technologique sur le développement d'alternatives suisses aux outils des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft)
<https://www.infomaniak.com/fr>



La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone existe depuis 60 ans et poursuit deux buts essentiels : défendre la communauté de valeurs des journalistes de l'espace francophone et entretenir et développer les liens qui unissent ces journalistes.
secretariat@francophonie.ch



Le Centre de Formation au Journalisme et aux Médias (CFJM) à Lausanne est une structure paritaire créée par les trois grands protagonistes du paysage médiatique suisse que sont l'association des éditeurs Médias Suisses, l'association des journalistes impressum et la SSR. La formation professionnelle initiale du CFJM permet de donner des bases solides aux futurs journalistes, et donne l'accès à l'inscription au registre professionnel (RP).
secretariat@cfjm.ch



Créé en 1971, CFPJ International se consacre à Paris à la formation initiale et continue des journalistes et des communicants étrangers. Depuis quarante ans, CFPJ International a conduit de très nombreuses opérations de formation initiales et continues en différentes langues et s'est également engagé dans de multiples actions de coopération.
<https://www.cfpj.com/>



<https://www.nyip.edu/>



<https://journalism.berkeley.edu/>



Tutanota protège toutes vos données avec un cryptage fort. La confidentialité vous permet d'avoir un espace sécurisé. La vie privée est le fondement de la liberté de pensée et de la liberté d'expression. Les capitalistes de la surveillance comme Google et Facebook collectent beaucoup de données sur vous, créent des profils et vous présentent ensuite des publicités ciblées qui correspondent à vos attitudes et à vos préférences, et vous incitent ainsi à dépenser plus d'argent, à signer une pétition ou à influencer vos décisions de vote.
<https://tutanota.com/fr/about>



Un journal d'information et d'opinion fondé en 2003 par le journaliste et écrivain suisse Christian Campiche. Un observatoire de la gouvernance politique, économique, scientifique, culturelle et médiatique.
<https://www.infomeduse.ch>



Cette association a été créée en avril 1974 sous le nom d'ASSET. Elle regroupe une centaine de journalistes suisses spécialisés dans le tourisme, en Suisse et aux quatre coins de la planète.
<http://www.prestourism.ch>



Plus d'un million d'images libres de droits et gratuites à télécharger.
<https://pixabay.com/fr/>



CE SIÈCLE

PÉRIODIQUE INDÉPENDANT

Une publication

DeGes Publishing

Sàrl inscrite au Registre suisse du commerce
CH- 626.4.013.646-3

Site internet

<http://degespublishing.ch/>

Courriel

editions.degés@ikmail.com

Courriel journal

cesiecle@tutanota.com

Co-fondateur

Antoine Gessler

Journaliste RP

Analyste politique internationale
Sion - Suisse

Co-fondateur

Davoud Dehghan

journaliste

professeur

Montréal - Québec



Le titre du journal est protégé en vertu du droit d'auteur international dans le monde entier et certifié par le site canadien

 **CopyrightDepot.com**

ENREGISTREMENT, PUBLICATION, ARCHIVAGE,
DES DÉCLARATIONS DE DROITS D'AUTEUR

Copyright numéro 00054280-1

EDITORIAL

par ANTOINE GESSLER

L'honneur d'Israël

Peut-on critiquer Israël? Le moindre bémole au discours officiel du gouvernement de l'Etat hébreu est immanquablement taxé d'antisémitisme donc forcément terroriste. L'amalgame abusif vise évidemment à déconsidérer la critique.

Les thuriféraires, dont l'ineffable Bernard-Henri Lévy millionnaire-philosophe ou Alexandre Adler historien, journaliste et donneur de leçons estiment qu'Israël a le droit tout faire. Sans restriction! Par quelle procuration divine? La déportation dans des camps de milliers de Palestiniens après la guerre de 1948, la spoliation des terres des bannis, le mépris des résolutions de l'ONU... La simple évocation de ces faits historiques devient de l'antisémitisme... Donc un soutien aux Arabes qui pour réclamer leurs droits sont tous des adeptes en puissance d'Al-Quaïda...

Depuis des semaines grâce à l'alliance avec les éléments les plus fondamentalistes des partis religieux, le premier ministre Bibi Nétanyahou s'accroche au pouvoir. Corrompu notoire, menacé de poursuites judiciaires ce pilier de la politique israélienne tente de modifier les lois et d'affaiblir le pouvoir de la Cour suprême. Dont les avis ont valeur de Constitution. Contrôlée par l'Assemblée nationale en main de ses partisans la Justice perdrait son autonomie. Et Netanyaou éviterait la prison... Un coup d'Etat en catimini. Mais heureusement la rue veille, Les 500 000 citoyens qui défilent régulièrement pour sauver l'honneur d'Israel sont-ils des antisémites et des terroristes? Sans doute aux yeux des rabbins fanatiques qui n'ont rien à envier aux mollahs iraniens prompts à vouer leurs opposants aux gémonies. Et pour qui la démocratie devient une notion toute droit sortie des flammes de l'enfer.

Nos collaborateurs

Antoine Gessler rédacteur en chef
Davoud Dehghan co-rédacteur en chef
Jorje Pol billettiste
Pierre Solalbin recherchiste - web
Isabelle Moire suppléments
Mathieu Arlettaz photographe
Maïté Mermoud illustratrice
Aline Juin coordinatrice
avec Christian Campiche et infoméduse

cesiecle@tutanota.com



Les auteurs des articles publiés
engagent seuls la responsabilité
du contenu de leurs propos